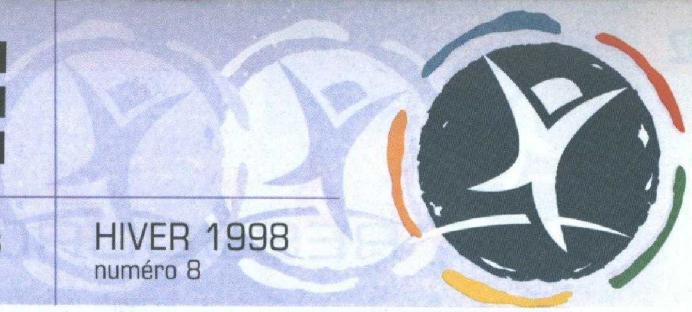


PASSAGE

Rapport du Canada sur l'interdiction des mines terrestres

HIVER 1998
numéro 8



LANDMINE

L'interdiction : Un an plus tard

PAGE 3



CONTENU :

- Lancement de la recherche
de Landmine Monitor 5
- Le nombre de blessés
diminue au Cambodge 8
- Ukraine : destruction
des stocks 10
- Bosnie-Herzégovine :
fonds pour remédier
à la crise 11
- Rayonnement des
Jeunes ambassadeurs 14



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

Canada



RESSOURCES

Tous les documents peuvent être commandés par l'intermédiaire du secteur ILX au MAECI :
Tél. : (613) 944-1643
Fax : (613) 944-2501

Documents imprimés

Interdisons les mines Une brochure qui explique comment vous pouvez participer au mouvement mondial d'interdiction des mines terrestres et offre des renseignements sur les Jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines : MAECI.

Rapport mensuel d'avancement (de 2 à 3 pages) : MAECI

L'interdiction complète des mines terrestres Deux documents d'information – un court (2 pages) et un autre plus long (5 pages) : MAECI

Interdiction des mines antipersonnel – le Traité d'Ottawa expliqué aux non-spécialistes, Comité international de la Croix-Rouge (11 pages, disponible en français, en anglais et en espagnol)

Trousse pour la ratification de la Convention de 1997 sur l'interdiction des mines antipersonnel et sur leur destruction, Comité international de la Croix-Rouge (5 pages, disponible en français, en anglais, en arabe, en espagnol, en russe et en chinois)

Introduction à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction : « le Traité d'Ottawa » (23 pages, disponible en français, en anglais, en arabe, en espagnol, en russe et en chinois)

To Walk Without Fear: The Global Movement to Ban Landmines (491 pages) publié sous la direction de M. Cameron, R. Lawson et B. Tomlin, publié par Oxford University Press, Toronto, 1998 (disponible dans les librairies ou auprès de l'éditeur)

A Working Chronology of the International Movement to Ban Anti-personnel (AP) Mines (57 pages) Centre for Negotiation and Dispute Resolution, The Norman Paterson School of International Affairs, Université Carleton, Ottawa

Anti-personnel Land Mines: An Annotated Bibliography Update (54 pages) : MAECI

Documents électroniques**VIDÉO**

« *L'interdiction : une réalité proche* » - 7 minutes (format idéal pour accompagner une allocution)

« *Un pas à la fois* » - 24 minutes (format convenant parfaitement aux radiodiffuseurs; les droits internationaux de diffusion ont été obtenus; les montants obtenus pour le droit de diffusion peuvent être versés aux ONG; disponible également en russe et en espagnol)

CD-ROM

« *Interdisons les mines terrestres! Le processus d'Ottawa et le mouvement international pour interdire les mines terrestres* »

SITES WEB

« PASSAGE » :
www.mines.gc.ca

Action Mines Canada :
www.minesactioncanada.com

Campagne internationale contre les mines terrestres :
www.icbl.org

Comité international de la Croix-Rouge : www.icrc.org

À propos de notre nouvelle présentation

Vous ne reconnaîtrez peut-être pas sous ce nouveau visage notre publication trimestrielle sur les mines terrestres (intitulée auparavant : *Interdiction des mines antipersonnel : rapport d'avancement des travaux*), bien que le nouveau titre *Passage* puisse vous sembler familier. Ce titre, en effet, est aussi celui que porte notre site Web (www.mines.gc.ca). Au cas où vous ne connaissiez pas le terme, précisons que le « passage » est le premier chemin que les démineurs ouvrent dans un champ de mines, un couloir sûr à partir duquel ils peuvent s'employer à rendre le terrain utilisable à nouveau. Il permet également à la communauté d'avoir de nouveau accès à la terre, à l'eau et aux autres éléments essentiels à la vie. Nous n'aurions pu trouver de meilleure image pour ce bulletin, qui, nous l'espérons, sera un porte-parole pour ceux qui participent aux efforts en vue de dégager un passage vers des terrains sûrs.

En remaniant notre bulletin, nous avons adopté une présentation plus conforme à celle d'une revue d'actualités. Au moment où s'intensifient nos efforts de diffusion, nous nous rendons compte que les renseignements sur les mines terrestres doivent être accessibles à un large public. Nous espérons que la nouvelle publication *Passage* plaira aux nouveaux lecteurs aussi bien qu'aux anciens. Faites-nous savoir ce que vous en pensez. ●

PASSAGE**Rapport du Canada sur l'interdiction des mines terrestres**

Hiver 1998 numéro 8

Passage est une publication trimestrielle de l'Équipe d'action contre les mines du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Nous invitons les organismes gouvernementaux et les ONG qui participent à la campagne contre les mines terrestres à nous soumettre des articles d'une longueur maximale de 400 mots. Les rédacteurs de *Passage* se réservent le droit de les condenser et de les adapter. Des photos de qualité accompagnées de légendes seraient très appréciées.

Expédiez les articles à l'adresse suivante, en nous indiquant clairement comment nous pouvons vous contacter :
Rayonnement et communications
Équipe d'action contre les mines (ILX), Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G2 Télécopieur : (613) 944-2501

Date de tombée du prochain numéro : le 1^{er} février 1999.

Photo de couverture : jeunes Cambodgiens manifestant contre les mines terrestres. Avec la permission de John Rodsted

UN AN PLUS TARD**On commémore la Convention – et on va de l'avant**

Le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, fait le point sur les progrès réalisés depuis un an en matière de mines terrestres et souligne les difficultés qui restent à surmonter.

Il y a tout juste un an – les 3 et 4 décembre 1997 – 122 gouvernements se réunissaient à Ottawa pour signer une nouvelle

convention internationale qui interdisait la production, le stockage, l'emploi et l'exportation de

mines terrestres antipersonnel, défiant ainsi les attentes de la plupart des observateurs.

Environ 2 400 personnes assistaient à l'historique cérémonie de signature – ministres des affaires étrangères, diplomates et représentants de centaines d'organismes internationaux et d'organisations non gouvernementales.

Ceux et celles qui luttait

depuis longtemps pour faire interdire une catégorie d'armes qui, au cours des deux dernières décennies, ont tué ou estropié des centaines de milliers de personnes, pouvaient donc savourer leur victoire. La Conférence d'Ottawa et le processus qui avait débouché sur la négociation rapide de la nouvelle convention représentaient un cheminement sans précédent, une collaboration unique en son genre entre des gouvernements et des organisations civiles comme la

Jody Williams et d'autres membres de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres sont les premiers à signer le Traité du peuple. Les signataires promettent de faire pression sur les gouvernements pour les inciter à respecter leurs engagements à l'égard des mines terrestres.

MAECI / D'FAIT



UN AN PLUS

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, le premier ministre Jean Chrétien et le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy, à la signature de la Convention.

Enlèvement d'une mine à fragmentation en Bosnie.

Un an plus tard, la campagne poursuit sur sa lancée. Pas moins de 133 pays ont signé la Convention d'Ottawa ou y ont accédé, et la barre des 40 ratifications requises pour qu'elle acquière force de loi en droit international a été franchie au début de septembre, faisant d'elle le traité multilatéral le plus rapidement ratifié de toute l'histoire. La convention entrera en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Mais quels en sont les résultats jusqu'à présent? Examinons les faits.

Plusieurs gouvernements ont entrepris d'éliminer de leurs arsenaux les vastes inventaires de mines antipersonnel qu'ils possèdent : à la fin de 1998, plus de 11 millions de mines auront été détruites dans 12 pays. Même ceux qui n'ont pas encore signé la convention ne sont pas insensibles à ses objectifs humanitaires. Les États-Unis ont annoncé qu'ils entendent signer la convention

d'ici 2006 et ils ont déjà commencé à détruire une partie importante de leur arsenal. La Russie a aussi commencé à détruire son arsenal et elle compte cesser la production de mines antipersonnel à effet de souffle, qui constituent 90 % de ses stocks.

Plus de 11 millions de mines terrestres auront été détruites d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, le commerce international des mines antipersonnel, naguère florissant, semble avoir presque cessé. Moins de 15 pays n'ont pas encore renoncé à la production de mines, et presque tous les exportateurs traditionnels ont mis fin à leurs ventes.

Mais il y a aussi eu des déceptions. L'utilisation récente de mines terrestres en Angola et au Kosovo n'a pas manqué d'attirer la condamnation de la communauté internationale. En Amérique centrale, les inondations et les glissements de terrain causés par l'ouragan Mitch ont éparpillé des dizaines de milliers de mines dont on avait repéré l'emplacement, ajoutant ainsi aux dangers et à la

TARD...

misère qui frappent les populations du Nicaragua et du Honduras. Enfin, l'optimisme des partisans de la Convention

Le commerce des mines antipersonnel, naguère florissant, semble avoir presque cessé.

d'Ottawa a été diminué du fait que les mines continuent de faire des milliers de morts et de blessés dans divers pays qui luttent pour reprendre le chemin de la paix et du développement – Afghanistan, Angola, Bosnie, Cambodge, Mozambique, Tchétchénie...

On poursuit donc le déminage des champs de mines, tâche coûteuse et dangereuse. Depuis un an, le Canada et ses partenaires ont affecté d'importantes ressources aux programmes d'action contre les mines dans des douzaines de pays. Le Canada a lancé des programmes intégrés d'aide aux victimes et de déminage en Bosnie et au Mozambique. Nous continuons de soutenir des actions multilatérales en Afghanistan et au Cambodge. Des programmes supplémentaires sont en voie d'élaboration en Asie, en Amérique

latine, en Afrique et en Europe orientale.

Un an après la Conférence d'Ottawa, on a donc beaucoup fait pour essayer de traduire dans la réalité notre vision d'un monde sans mines afin d'en faire bénéficier des millions de personnes qui vivent

quotidiennement avec ce fléau. La Convention d'Ottawa prévoit certes des échéances pour le déminage et la destruction des stocks, mais son succès sera fonction de la volonté politique et des ressources mobilisées et engagées pour la mettre en application. ●

Lancement de la recherche menée dans le cadre du Landmine Monitor

Le Landmine Monitor, une initiative mise en place par la Campagne internationale pour interdire les mines terrestres (ICBL) afin de vérifier le respect des dispositions de la Convention de 1997 sur l'interdiction des mines terrestres, a tenu sa première grande réunion à Dublin, en Irlande, du 15 au 18 septembre. La rencontre a permis aux représentants de 150 ONG venus de 60 pays d'échanger des renseignements, de faire le point sur la recherche et la collecte de données, d'assister à des ateliers de formation et à des sessions régionales, et de discuter de la standardisation des méthodes de recherche et des mécanismes de présentation et de transmission des rapports.

Après la rencontre, on a expédié un grand nombre de trousseaux de demandes de financement et sollicité des propositions de recherche.

Les 25 et 26 octobre, le groupe de direction du Landmine Monitor – un organe composé de cinq membres – s'est réuni à Bruxelles pour évaluer les demandes de subvention à la recherche à la lumière d'un

ensemble de critères rigoureux. Plus de 200 000 \$ sous forme de subventions sont affectés à la recherche.

Les chercheurs prendront part à une deuxième rencontre qui aura lieu à Ottawa les 1^{er} et 2 décembre, afin de présenter des esquisses détaillées de leurs projets ainsi que les résultats préliminaires. Cette rencontre aidera le Landmine

Monitor à normaliser la méthodologie, la présentation de rapports et la

qualité. Le Landmine Monitor espère diffuser son premier rapport annuel à la première réunion des États parties, qui se déroulera à Maputo en mai 1999.

Pour participer au Landmine Monitor ou obtenir de plus amples renseignements, veuillez contacter : Human Rights Watch, 1522 K St. NW, # 910, Washington, DC, 20005, USA. Tél. : (202) 371-6592; fax : (202) 371-0124; ou Mines Action Canada, 1, rue Nicholas, bureau 1210, Ottawa, ON K1N 7B7, Canada. Tél. : (613) 241-3777 ●

Rédigé par Mary Wareham, Human Rights Watch



John Rodsted

Croix-Rouge et la Campagne internationale pour interdire les mines terrestres, lauréate du prix Nobel.

Chronologie de la Convention d'Ottawa

3-4 décembre 1997	16 septembre 1998	1 ^{er} mars 1999	3-7 mai 1999	27 août 1999	vers 2000	vers 2001	vers 2002	vers 2003	1 ^{er} mars 2003	1 ^{er} mars 2009
122 pays signent la Convention d'Ottawa	40 pays ont ratifié la Convention	Entrée en vigueur de la Convention ¹	Première rencontre des États parties, Maputo, Mozambique	Rapport au Secrétaire général (Article 7)	Deuxième rencontre des États parties Échange annuel de données	Troisième rencontre des États parties Échange annuel de données	Quatrième rencontre des États parties Échange annuel de données	Première conférence d'examen Échange annuel de données	Fin de la destruction des stocks antipersonnel (Article 4)	Fin de la destruction des mines dans les zones minées (Article 5)

¹ Parmi les obligations générales envers lesquelles s'engagent les pays qui auront ratifié la convention d'ici le 1^{er} mars 1999 figure l'interdiction de développer, d'utiliser, de stocker et de transférer les mines AP (Article 2).

Comment mesurer les progrès accomplis dans l'action contre les mines

Pour mettre au point une stratégie efficace qui nous permettra de venir à bout de la crise mondiale des mines terrestres, nous devons être capables de mesurer les progrès accomplis. En d'autres mots, si nous ne savons pas où nous allons, nous ne saurons pas comment y aller.

Les représentants canadiens ont maintenant mis en place des repères simples qui serviront à guider l'exécution des programmes canadiens d'action contre les mines et à mesurer les progrès réalisés à l'échelle internationale.

Dans quelle mesure...

- les gouvernements ont-ils interdit la production, le stockage, le commerce et l'utilisation des mines antipersonnel?
- dispose-t-on des données nécessaires pour guider l'adoption mesures antimines efficaces?
- les personnes et les localités présentes les régions touchées par les mines ont-elles pu bénéficier de programmes efficaces de sensibilisation aux problèmes posés par ces engins?
- a-t-on pu réduire le nombre des victimes?
- a-t-on déminé les terrains dont le nettoyage avait un caractère hautement prioritaire?
- les victimes des mines et les communautés affectées ont-elles reçu de l'aide? ●

Des piles de chaussures comme celle-ci à Paris ne donnent qu'une mesure approximative du problème posé par les mines terrestres. Mais comment mesure-t-on les solutions?

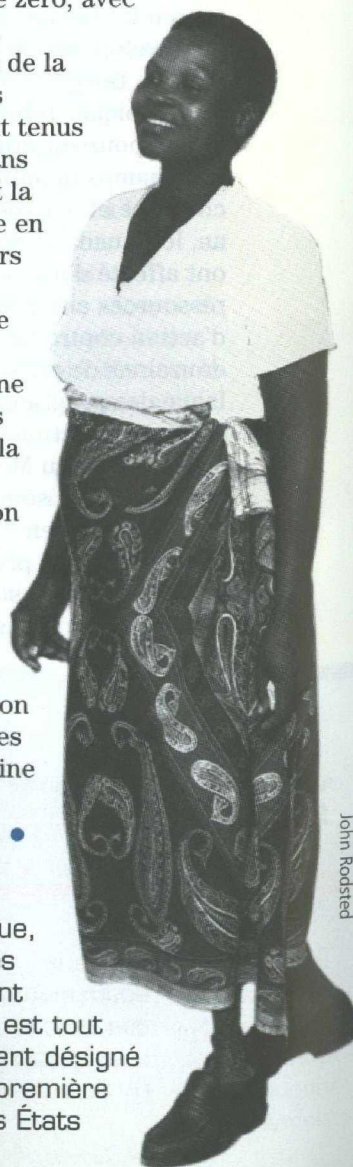
MAPUTO EN MAI : La Première commission de l'ONU adopte la résolution sur les mines terrestres

Les travaux relatifs à la convention peuvent aller de l'avant grâce à l'adoption, par la Première Commission de l'Assemblée générale de l'ONU, de la résolution L.33 intitulée « Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel », adoptée à 124 voix contre zéro, avec 19 abstentions.

Aux termes de la convention, les signataires sont tenus de se réunir dans l'année qui suit la date de l'entrée en vigueur (1^{er} mars 1999) pour passer en revue les progrès et faciliter la pleine application des obligations de la convention.

La résolution accepte l'offre généreuse faite par le Mozambique d'accueillir la première réunion des États parties durant la semaine du 3 au 7 mai 1999 à Maputo. ●

Le Mozambique, où les victimes des mines sont nombreuses, est tout particulièrement désigné pour tenir la première rencontre des États parties.



John Rodsted

Le Mexique et le Canada organisent un colloque sur les mines

Le Mexique et le Canada organiseront conjointement un colloque régional sur les mines antipersonnel, qui aura lieu à Mexico les 11 et 12 janvier 1999.

«Le thème du colloque – Réaffirmer notre engagement – reflète parfaitement l'esprit qui anime les efforts déployés pour interdire les mines antipersonnel dans cette région, a déclaré le ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy. Au début du Processus d'Ottawa, les dirigeants d'Amérique centrale et des Antilles se sont engagés à débarrasser leur région des mines d'ici l'an 2000. Des rencontres comme celle-ci contribueront à dynamiser cet engagement. »

Le colloque a pour but de promouvoir le programme d'action contre les mines dans les Amériques en mettant l'accent sur la ratification rapide de la convention d'Ottawa, le déminage aux fins humanitaires et la prestation d'une aide efficace aux victimes.

Environ 200 représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales des Amériques doivent assister au colloque. L'Organisation des États américains et l'Organisation panaméricaine de la santé seront des participants importants à cette rencontre en raison de leur contribution décisive aux programmes de déminage et d'aide aux victimes dans leur région. ●



Au Nicaragua, cet atelier produit des prothèses pour les survivants des mines terrestres en Amérique centrale.

MAECI / DPAIT



Le ministre reçoit un prix pour sa contribution à la campagne pour l'interdiction des mines

Le 23 octobre, le ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, s'est vu décerner le prix Nord-Sud du Conseil de l'Europe en reconnaissance du rôle qu'il a joué dans l'interdiction des mines à l'échelle mondiale. Graça Machel, activiste sud-africaine qui milite en faveur des droits des enfants, a aussi reçu le prix cette année.

L'honorable Sheila Finestone, conseillère parlementaire sur les mines terrestres, accompagnait le ministre à la cérémonie de remise des prix, qui s'est déroulée à Lisbonne. ●

Conférence au

Wendy Winch, de l'Équipe d'action contre les mines du MAECI, est récemment rentrée d'une tournée au Cambodge. Voici son compte rendu du Forum international sur le déminage et l'aide aux victimes.

Du 26 au 28 octobre, Phnom Penh a été l'hôte du Forum, qui portait sur les efforts en vue de réduire à zéro le nombre de nouvelles victimes des mines. Le but de la rencontre était de faciliter la coopération entre les pays touchés par les mines et de les aider à se doter des capacités nécessaires pour gérer l'action antimines.

Les 250 participants ont échangé leurs expériences pratiques de la gestion de l'action antimines, par exemple en ce qui concerne la formation, la tenue de dossiers, l'assistance mécanique et l'assurance de la qualité. Ils ont également discuté des difficultés que pose l'aide aux victimes – soins d'urgence, accès aux prothèses et réhabilitation psycho-sociale. La présence de représentants de certains des pays les plus durement touchés par les mines, comme l'Angola, la Bosnie, le Nicaragua, le Mozambique et la Croatie, donnait à ces discussions un caractère très concret.

Un des aspects les plus originaux de cette conférence a été la visite du centre de formation du CMAC. Les délégués ont eu un

Un survivant cambodgien des mines terrestres assiste à une séance de formation à la sensibilisation aux mines.

ACDI

Cambodge

aperçu des stages de formation rigoureux que les démineurs doivent suivre avant de se joindre à un peloton de déminage. On nous a montré divers outils servant à marquer les champs de mines et à enlever ces engins, et comment le CMAC se sert de chiens lors du marquage des champs. Enfin, nous avons pu voir l'endroit où on met les nouvelles technologies à l'essai.

L'apprentissage au CMAC est très concret : durant une présentation faite devant un groupe d'enfants sur les dangers posés par les mines, des unités spécialisées en munitions non explosées ont fait détoner une bombe pour rappeler à tous les dangers extrêmes que comporte ce genre de travail.●

John Rodsted

Moins de victimes au Cambodge

En 1991, les mines terrestres tuaient ou blessaient chaque mois plus de 400 personnes au Cambodge. Le Centre d'action contre les mines du Cambodge (CMAC) a été mis sur pied pour repérer et cartographier les champs de mines afin de réduire la menace qu'ils présentent pour les populations civiles. Les programmes de sensibilisation, en particulier ceux qui s'adressent aux enfants, ont aussi une importance prioritaire; en

1998, les nombreuses activités menées dans ce domaine ont permis d'abaisser à 200 par mois le nombre des victimes.

Le CMAC a été créé en 1993 pour instaurer des conditions permettant aux Cambodgiens de vaquer à leurs occupations à l'abri de la menace posée par les mines et les munitions explosives non explosées, de sorte que les activités de reconstruction et de développement puissent se dérouler dans un environnement sûr. ●



DESTRUCTION DES STOCKS : Conclusion d'un accord intérimaire entre le Canada et l'Ukraine

À l'invitation de l'armée de l'Ukraine, une délégation canadienne d'action contre les mines qui s'est récemment rendue dans ce pays pour y visiter des dépôts de munitions et examiner les conditions d'entreposage. Le lieutenant-colonel Normand Levert, membre de la délégation, fait ici état des difficultés concrètes que pose la destruction des stocks de mines de l'Ukraine et invite d'autres donateurs à contribuer à un programme de destruction des stocks dans ce pays et ailleurs dans le monde.

La meilleure façon de s'attaquer aux mines antipersonnel est d'intervenir avant qu'elles ne soient posées dans le sol, c'est-à-dire de détruire les stocks. C'est moins dangereux, plus rapide et moins coûteux que de partir à la recherche de mines actives qui ont été camouflées. Dans les champs de mines, on mesure les progrès une mine à la fois; dans les entrepôts, les progrès peuvent se mesurer en volumes beaucoup plus élevés.

Quand on parle de destruction des stocks, les progrès peuvent se mesurer par wagons entiers.

Les populations qui vivent près des entrepôts de mines s'inquiètent à juste raison. Si les conditions d'entreposage sont mal gérées, les explosifs peuvent se détériorer au point de devenir instables.

C'est donc avec plaisir que nous avons accepté l'invitation que

nous a lancée l'armée ukrainienne de visiter ses arsenaux. Notre équipe a entrepris ce voyage dans le cadre des efforts faits pour aider l'Ukraine à signer la Convention d'Ottawa et à détruire ses stocks. C'était là la deuxième d'une série de visites.

Nos hôtes ukrainiens ont été accueillants, ouverts et coopératifs. Les deux dépôts que nous avons visités étaient bien gardés; ils étaient très bien clôturés et des patrouilles en assuraient la surveillance 24 heures sur 24. Comme cela se fait au Canada, tous les bunkers sont verrouillés et tous les accès, rigoureusement consignés. Nous avons été escortés aux bunkers et nous avons pu inspecter de nombreuses caisses de mines terrestres soigneusement empilées et rangées.

Pour mieux évaluer les meilleures méthodes de destruction, nous avons demandé à voir l'emballage, qui peut fournir des indices sur la condition des mines. Dans un dépôt, nous avons examiné les fameuses « mines papillons », conçues pour être larguées en grandes quantités à partir d'hélicoptères. Elles étaient scellées dans des sacs de polyéthylène épais. Une autre boîte renfermait des mines PMN. Nous avons constaté que les mines étaient en excellente condition, ce qui était une bonne nouvelle, car il est plus facile de détruire des



Le colonel Fitch et le colonel Mikhaelenko montrent des mines des stocks ukrainiens.

Des officiers examinent de près l'emballage des mines pour vérifier la stabilité de ces dernières.

Le commandant Rick Williams

mines stables.

À la suite de cette visite, les représentants canadiens et ukrainiens ont paraphé un accord intérimaire, qui reste à être négocié et approuvé au niveau politique, sur la destruction de millions de mines antipersonnel. C'est pour moi la preuve que la confiance entre les nations se bâtit sur la confiance entre des individus.

Le Canada invite d'autres donateurs intéressés à créer des consortiums pour financer ce programme de destruction et d'autres programmes analogues.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le : Lieutenant-colonel N. Levert, agent de liaison du MDN au MAECI, Tél : (613) 945-7989, Fax : (613) 996-2244, Courriel: ad075@issc.debbs.ndhq.dnd.ca ●

BOSNIE-HERZÉGOVINE :

Au début de l'année, le gouvernement de la Slovénie a établi un fonds d'affectation spéciale en vue d'appuyer les activités de déminage et l'aide aux victimes en Bosnie-Herzégovine.

Pour soutenir cette initiative, le Congrès américain a, en mai dernier, autorisé une contribution maximale de 38 millions de dollars US à ce fonds, sous réserve d'apports de contrepartie venant d'autres sources.

Le 6 novembre, le Canada a annoncé une contribution d'un million de dollars. À l'issue de la conférence des premiers donateurs qui s'est déroulée à Ljubljana, en Slovénie, les 8 et 9 novembre, la valeur du fonds s'est accrue à environ 3,5 millions de dollars US. Les États-Unis s'étant

Fonds destiné à soulager la crise des mines terrestres

engagés à verser un montant équivalent, le fonds dispose donc de crédits de 7 millions pour les opérations de déminage et d'aide aux victimes. On peut prévoir que d'autres donateurs contribueront à grossir considérablement cette somme.

« Le Canada applaudit à l'esprit de coopération régionale qui a présidé à l'établissement de ce fonds, a indiqué le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy. À long terme, cette alliance aura des répercussions favorables pour l'action antimines sur le terrain en Bosnie-Herzégovine. »

Le Canada a engagé une somme de 10 millions de dollars sur cinq ans à l'appui de

l'action contre les mines en Bosnie-Herzégovine, et il est heureux de pouvoir encourager d'autres donateurs éventuels dans le cadre de cette initiative.

Le Canada et le Mexique coparrainent un atelier sur les mines terrestres. ●

Par Gerry Robinson, représentant spécial des Affaires étrangères

Préparation du cimetière de Sarajevo pour le déminage.



Fonds d'initiatives antimines

Le Fonds d'initiatives antimines a été créé en juin dernier pour aider à promouvoir la ratification et l'adoption universelles de la Convention d'Ottawa dans les

meilleurs délais et pour soulager la crise humanitaire causée par les mines antipersonnel. Doté d'un budget de 1,6 million de dollars pour l'exercice 1998-1999, le Fonds

est administré par l'Équipe d'action contre les mines au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), en consultation étroite avec ses partenaires publics et privés.

Le Fonds a pour but d'appuyer les initiatives destinées à mobiliser la volonté politique et à mettre à contribution les capacités techniques voulues pour promouvoir la ratification, l'adoption et l'application efficace de la Convention d'interdiction des mines antipersonnel. Des projets entrepris dans plus de 20 pays ont été financés jusqu'à présent.

Parmi les initiatives financées à l'heure actuelle se trouvent des projets au Yémen et au Tchad. Au Yémen, nous fournissons du matériel de protection au centre national de déminage. Au Tchad, nous fournissons du matériel en vue d'aider à procéder à un relevé de niveau I (cartographie générale des champs de mines). Le Fonds encourage en outre les activités de sensibilisation aux dangers posés par les mines terrestres; il a d'ailleurs financé la première publication ukrainienne consacrée à cette question.

Le Fonds a aussi parrainé une série de conférences et de séminaires régionaux (à Moscou, Amman, Bangkok et Mexico) qui avaient pour objet de stimuler l'action contre les mines et d'encourager l'adoption et la ratification de la convention. Depuis décembre 1997, 11 pays de plus ont signé la Convention et 52 pays signataires l'ont ratifiée. Ces progrès sont en bonne partie attribuables à la sensibilisation et à la volonté politique suscitées par ces rencontres.

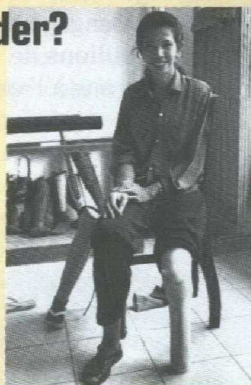
Pour plus de renseignements sur le Fonds d'initiatives antimines, contactez l'Équipe d'action contre les mines du MAECI, dont on trouvera l'adresse en page 2 de couverture. ●

Qu'est-ce que je peux faire pour aider?

Parmi les questions posées aux représentants des gouvernements et des ONG qui oeuvrent dans le dossier des mines terrestres, il en est une qui revient plus fréquemment que toutes les autres : qu'est-ce que je peux faire pour aider? Mines Action Canada (MAC) et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) ont décidé d'apporter une réponse à cette question. Ils ont mis sur pied un fonds pour recevoir les dons des Canadiens qui désirent appuyer les programmes canadiens d'action contre les mines. Annoncé le 21 septembre par le ministre Axworthy, le Fonds canadien d'action contre les mines terrestres est géré conjointement par MAC et par le MAECI. Les dons reçus vont directement au financement des programmes canadiens sur le terrain, tels le déminage et l'aide aux victimes. Tous les dons sont déductibles aux fins de l'impôt.

Que pouvez-vous faire pour aider?

Donnez généreusement au Fonds canadien d'action contre les mines terrestres. Écrivez à l'adresse suivante : Équipe d'action contre les mines (ILX), Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Bureau de la comptabilité 125, promenade Sussex, Ottawa (Ontario) Canada K1A 0G2



John Rootsted

Je voudrais faire un don de : \$ _____

Méthode de paiement (veuillez en cocher une)

Chèque Libeller le chèque à l'ordre du « Fonds canadien d'action contre les mines terrestres ».

Visa Mastercard

N° de la carte : [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Date d'expiration : [] [] [] []

Nom du détenteur/de la détentrice : _____

Signature : _____

Si vous désirez un reçu officiel aux fins de l'impôt canadien sur le revenu, veuillez fournir les renseignements suivants :

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

MAC fait le point

Mary Foster, de Mines Action Canada (MAC), fait le point sur l'ensemble des projets, nouveaux ou déjà en voie d'exécution.

Dans toutes ses activités, MAC vise à axer l'action contre les mines sur les besoins et les priorités des gens qui souffrent des effets de ces engins.

Landmine Monitor

En vue de l'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa le 1^{er} mars 1999, MAC a entrepris de développer et de gérer une base de données centralisée pour vérifier le respect d'un traité par les gouvernements – sans doute la première du genre. Le Landmine Monitor, antenne de la Campagne internationale pour interdire les mines terrestres, est l'outil qui nous aidera à faire de la convention un traité appuyé par la population.

Sensibilisation et promotion

MAC poursuit ses activités de sensibilisation et de promotion avec l'aide de Sophie Sauvé, Jeune ambassadrice pour l'action contre les mines, dont le bureau se trouve au siège du MAC. Nous sommes en train de mettre au point de nouvelles ressources, y compris un jeu sur parquet.

Nous participons également à l'organisation de la troisième journée annuelle du réfugié africain, qui aura lieu



ACTION
MINES
CANADA

le 20 juin prochain à Ottawa.

Nous visons par le biais de cette activité à éduquer les gens au sujet de l'impact des mines sur les réfugiés et à mobiliser les appuis en faveur de la campagne parmi les groupes qui ont eux-mêmes été touchés par les mines.

À la recherche de technologies appropriées

Ouvert aux étudiants d'universités et de collèges canadiens, notre concours de recherche sur les techniques de détection et d'enlèvement des mines terrestres (www.unac.ncrb.org/landmines/competition) a pour but de susciter de nouvelles découvertes et de sensibiliser cette population au problème des mines et à la nature des techniques nécessaires

pour le surmonter.

Nous avons également établi des contacts avec les compagnies entreprises intéressées à se prévaloir du Fonds canadien d'action contre les mines terrestres. MAC fait clairement comprendre à l'industrie et aux gouvernements que les bénéficiaires ultimes du Fonds doivent être les groupes touchés par les mines. En d'autres termes, l'argent doit être déboursé en fonction des besoins et des priorités de ces groupes, et ne doit en aucune façon servir au développement de solutions de rechange aux mines terrestres ou à la prolifération de ces engins.

La célébration du Traité du peuple

Nous organisons actuellement une série d'activités pour souligner le premier anniversaire de la signature du Traité du peuple contre les mines terrestres, y compris le lancement canadien de la campagne « Les enfants contre la guerre et les mines terrestres » du militant antimines et survivant cambodgien Song Kosal. ●

Song Kosal, survivant cambodgien des mines terrestres et porte-parole de la campagne des enfants contre la guerre et les mines terrestres.



Les JEUNES et les mines terrestres



Dans les salles de classe à travers le Canada, on parlera de mines terrestres cette année.

En septembre, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, a lancé le « Programme des Jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines » dans le cadre d'une campagne publique de sensibilisation.

Denis Dreaver



Rencontrez les jeunes ambassadeurs

Ce programme est parrainé par trois organismes qui participent depuis longtemps à la campagne internationale contre les mines, soit Mines Action Canada, la Croix-Rouge canadienne et l'Équipe d'action contre les mines du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

Cinq Jeunes ambassadeurs travaillent dans différentes régions du Canada pour renseigner les jeunes sur les mines terrestres et sur les progrès accomplis pour régler ce problème. Ils mettent l'accent sur les obligations qu'impose la Convention d'interdiction totale, sur les efforts que continue de déployer le Canada sur la scène internationale et sur la participation des

jeunes à ces efforts. On organise dans diverses localités des présentations, des manifestations et des collectes de fonds.

« Il y a beaucoup de travail à faire pour faire en sorte que cette question reste présente à l'esprit des Canadiens dans les années à venir. Le programme des Jeunes ambassadeurs a suscité beaucoup d'optimisme dans la région. À la différence de projets antérieurs, notre programme peut englober les gouvernements, les ONG et les organismes sans but lucratif puisqu'ils ont tous intérêt à favoriser une plus grande sensibilisation au problème des mines terrestres. »

—Alison Clement, Winnipeg

Basés à Vancouver, Winnipeg, Ottawa, Montréal et St. John (Nouveau-Brunswick), les Jeunes ambassadeurs ont déjà établi des contacts dans leurs localités et organisé des présentations dans des universités, des salles d'église et des écoles. Les ambassadeurs sont accueillis par des ONG locales actives dans le dossier des mines terrestres, soit le Mines Advisory Group, Mines Action Canada, la Croix-Rouge et Unicef Québec.

Les deux principales activités auxquelles participeront les Jeunes ambassadeurs sont la Commémoration de l'anniversaire de la convention, le 3 décembre 1998, et l'entrée en vigueur de celle-ci le 1^{er} mars 1999. Parmi les autres activités prévues, il y a un forum d'experts, un concours d'affiches, des campagnes d'envois par la poste et par le courrier électronique, des interviews à la radio, des initiatives menées en

Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères, Pierre Duplessis de la Croix-Rouge et Debbie Grisdale de l'Association des médecins pour la survie mondiale en compagnie de Jeunes ambassadeurs du Canada

collaboration avec d'autres organismes à l'extérieur, des jumelages d'écoles et des festivals vidéo.

Si vous désirez participer ou obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec Marc Lemieux, coordonnateur national, Programme des Jeunes ambassadeurs pour l'action contre les mines. Courriel : mlemieux@redcross.ca Tél. : (613) 740-1941. ●

« La réaction des jeunes, des écoles et des groupes communautaires à la question des mines terrestres témoigne de leur enthousiasme et de leur intérêt. Après ma présentation à l'école secondaire de Hampton au Nouveau-Brunswick, un enseignant, Kevin Foster, et les étudiants ont dit que la question des mines terrestres ferait partie intégrante de leur Semaine des droits de la personne. Bon nombre d'enseignants et d'organisations se sont dits intéressés à recevoir plus de renseignements sur cette question afin de pouvoir maintenir l'intérêt dans ce dossier. »

—Kate Coldwell, St. John

« Mon expérience jusqu'ici comme Jeune ambassadrice parrainée par Mines Action Canada a été très stimulante. D'ici la fin de 1999, j'aurai visité Kingston, Sudbury, Kitchener et Peel pour participer à diverses activités. C'est une excellente occasion de voir ce qui se fait dans le dossier des mines terrestres. Les jeunes peuvent et veulent vraiment jouer un rôle dans la mise en application de la Convention d'Ottawa, car ils savent qu'ils hériteront du problème s'ils n'aident pas à l'éliminer. »

—Sophie Sauvé, Ottawa

« Grâce à une alliance entre le Lower Mainland Red Cross et moi-même et le Mines Advisory Group, nous avons pu lancer un programme de sensibilisation et d'information du public à l'occasion de la Semaine du désarmement des Nations Unies (du 26 au 30 octobre). Plus de 50 médias ont été invités à une conférence de presse où, avec George Chandler de la

Croix-Rouge, Valérie Warmington du Mines Advisory Group et le photo-journaliste et activiste Robert Semeniuk, j'ai parlé des mines terrestres et de nos rôles dans la mobilisation de la communauté à l'appui des populations touchées par les mines dans le monde. »

—Anne Kayal, Vancouver

« Diverses activités de sensibilisation et d'éducation ont eu lieu dans la région de Montréal depuis le lancement du programme des Jeunes ambassadeurs. À la suite d'une présentation sur les mines terrestres, les élèves à l'école élémentaire Armand-Racicot ont pris l'initiative d'écrire un article dans leur journal étudiant et de faire des présentations dans leur école. Maude, une élève de quatrième, a dit qu'elle était particulièrement horrifiée par le fait que les mines tuent ou blessent quelqu'un à toutes les 24 minutes. »

—Mélanie Gagnon, Montréal

DOCS
CA1
EA
A65
EXF
Winter
1998

SAFE LANE



1998

Number 8

CANADA'S LANDMINE BAN REPORT



Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

MAY 31 2000

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

The Ban: One year later

PAGE 3



INSIDE

- Landmine Monitor research kicks off 5
- Casualty rates drop in Cambodia 8
- Ukraine: Stockpile destruction 10
- Bosnia-Herzegovina: Fund to ease crisis 11
- Youth Ambassadors reach out 14



Department of Foreign Affairs and International Trade

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Canada



RESOURCES

All materials can be ordered through DFAIT / ILX:
Tel: (613) 944-1643
Fax: (613) 944-2501

Print Publications

Ban Landmines (pamphlet)
How you can be a part of the global movement to ban landmines. Provides Youth Mine Action Ambassador contact information: DFAIT.

Monthly Progress Report (2- to 3- pages): DFAIT

A Global Ban on Landmines
Short backgrounder (2 pages) and long backgrounder (5 pages): DFAIT.

Banning Anti-Personnel Mines - The Ottawa Treaty Explained (11 pages; available in English, French & Spanish): International Committee of the Red Cross

Ratification Packet for the 1997 Convention on the Prohibition of Anti-personnel Mines and on their Destruction (5 pages; available in English, French, Arabic, Spanish, Russian and Chinese): International Committee of the Red Cross

Preamble on Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-personnel Mines and on their Destruction: "The Ottawa Treaty" (23 pages; available in English, French, Arabic, Spanish, Russian and Chinese)

To Walk Without Fear: The Global Movement to Ban Landmines (491 pages)
Cameron, M., Lawson, R., and Tomlin, B., ed.; Oxford University Press; Toronto: 1998. (Available through bookstores or from the publisher.)

A Working Chronology of the International Movement to Ban Anti-personnel (AP) Mines (57 pages):

Centre for Negotiation and Dispute Resolution, The Norman Paterson School of International Affairs
Carleton University, Ottawa

Anti-personnel Land Mines: An Annotated Bibliography Update (54 pages): DFAIT

Electronic Media

Videos:

In Years, Not Decades - 7 minutes (ideal format for speaking engagements)

One Step at a Time - 24 minutes (perfect format for broadcasters; international broadcasting rights have been obtained for stock footage; licensing fee for airing can be donated to NGOs; also available in Russian and Spanish)

CD-ROM

Ban Landmines! The Ottawa Process and the International Movement to Ban Landmines

Websites:

SAFELANE: www.mines.gc.ca

Mines Action Canada:
www.minesactioncanada.com

International Campaign to Ban Landmines: www.icbl.org

International Committee of the Red Cross: www.icrc.org

About our new look

You may not recognise this latest edition of our landmines quarterly (previously *AP Mine Ban Progress Report*) although the new title may seem familiar: *SafeLane* is also the name of our Web site (www.mines.gc.ca). In case you don't know the term, a "safe lane" is the first path that de-miners cut through a minefield - a secure corridor from which they are able to complete their task of making land useable once again. It also restores community access to land, water and other essentials. We couldn't think of a better metaphor for this newsletter, which we hope is a voice for those involved in the struggle to carve out safe ground.

In redesigning our newsletter, we've adopted a look more in keeping with a news magazine. With our expanded outreach efforts, we realize that information on landmines must be accessible to a broad spectrum. We hope the new *SafeLane* appeals to both new and faithful readers. Let us know what you think. ●

SAFELANE

CANADA'S LANDMINE BAN REPORT

Winter 1998, Number 8

SafeLane is published quarterly by the Mine Action Team, Department of Foreign Affairs and International Trade.

Submissions are invited from governmental agencies and NGOs active in the campaign against landmines. Please send articles of 400 words or less; *SafeLane* editors reserve the right to condense and adapt text. Captioned, print-quality photos much appreciated.

Send submissions, along with clear contact information, to:

Outreach and Communications, Mine Action Team (ILX), Department of Foreign Affairs and International Trade

125 Sussex Drive, Ottawa, ON, Canada, K1A 0G2

Fax: (613) 944-2501

Deadline for next issue: Feb. 1, 1999.

Cover photo: Cambodian youth demonstrate against landmines. Courtesy: John Rodsted

ONE YEAR LATER

Celebrating the treaty - and moving ahead

Foreign Affairs Minister
Lloyd Axworthy reviews
a year of progress on
landmines - and
underscores the
challenges that remain.

Just one year ago -
December 3-4, 1997 -
122 governments gathered
in Ottawa to sign a historic
new convention banning the
production, stockpiling, use
and export of anti-personnel
landmines (AP mines).

This event defied the expectations of most international observers: The treaty signing drew 2,400 people - foreign ministers, diplomats and representatives from hundreds of international and non-governmental organizations.

It was a heady time for those who had long struggled to ban a category of weapons which has indiscriminately

killed or maimed hundreds of thousands over the past two decades. The Ottawa Conference and the process which lead to the rapid negotiation of the new convention was unprecedented, a unique collaboration between governments and civil society-based organizations such as the Red Cross and the Nobel Prize-winning International Campaign to Ban Landmines.

A year later the momentum behind the landmines campaign continues to grow. The Ottawa Convention achieved the

Jody Williams and other ICBL members kick off the signing of the People's Treaty. Signatories pledge to hold governments accountable to their landmine commitments.

DFAIT/MAEC



ONE YEAR LATER...

Top: UN Secretary General Kofi Annan, Prime Minister Jean Chrétien and Foreign Minister Lloyd Axworthy at the signing of the Convention.

Below: Removing a fragmentation mine in Bosnia.

total of 133 countries have now signed or acceded to the convention which will become international law March 1, 1999.

The question remains: Is the Convention working? Let's look at the facts.

The destruction of vast stockpiles of anti-personnel mines held by governments has begun. Over 11 million stockpiled mines in 12 countries will have been destroyed by the end of this year. Even non-signatories are swayed by the moral pressure of the Ottawa Convention and its humanitarian objectives: The United States has announced that it will sign the convention by 2006 and has already begun destroying significant portions of its national stockpiles. Russia has begun destroying its

stockpiles and plans to stop production of anti-personnel blast mines, which represent 90 percent of its stocks.

Moreover, the once flourishing international trade in anti-personnel mines appears to have all but ceased. Fewer than

Over 11 million landmines will have been destroyed by the end of this year.

fifteen countries have yet to renounce production of AP mines. Of the traditional exporters, almost all have ceased export.

But there have also been disappointments. The recent use of landmines in Angola and Kosovo has justifiably attracted international condemnation. The flooding and landslides caused by Hurricane Mitch have scattered tens of thousands of previously contained landmines, adding further to the dangers and misery being endured by the people of Nicaragua and Honduras.

Moreover, the optimism of Ottawa Convention supporters

The once flourishing trade in AP mines appears to have all but ceased.

has been tempered by the reality that landmines continue to take thousands of lives and limbs in parts of the world that are struggling to return to the path of sustainable peace and development - Afghanistan, Angola, Bosnia, Cambodia, Chechnya and Mozambique.

And so the costly and dangerous task of clearing mine-infested land continues. Over the past year, Canada and our partners have mobilized significant new resources to support mine action programs in dozens of countries. Integrated victim assistance and mine clearance programs have been launched by Canada in Bosnia and Mozambique. We continue to support multilateral efforts in Afghanistan and Cambodia. Additional programs are being

developed in Asia, Latin America, Africa and Eastern Europe.

A year after the Ottawa Conference, much has been done to turn our vision of a mine free world into a concrete reality for millions of people who live with the threat of

mines every day. While the Ottawa Convention provides deadlines for action to clear mines and destroy stockpiles, the Convention will only be as successful as the political will and resources mobilized and committed to its implementation. ●

Landmine Monitor research kicks off

Landmine Monitor, the initiative by the International Campaign to Ban Landmines (ICBL) to monitor compliance with the 1997 Mine Ban Treaty, held its first major meeting in Dublin, Ireland from September 15 to 18. 150 NGO participants from 60 countries came together to exchange information, assess the current state of research and data gathering, attend training

criteria. Over \$200,000 in fiscal grants is allocated for research.

Researchers will participate in a second meeting in Ottawa on December 1-2 to present detailed outlines of their projects and report any initial findings. The meeting will help Landmine Monitor to standardize methodology, reporting and quality.

workshops and regional sessions and discuss the development of common research methods and reporting mechanisms.

After the meeting, a mass mailing of research application packets was sent out soliciting research proposals.

On October 25-26, 1998, the Landmine Monitor Core Group - a five-member body - met in Brussels to examine research grant applications. The Core Group assessed the applications against a rigorous set of

Landmine Monitor aims to release its first annual report at the First Meeting of States Parties in Maputo in May, 1999.

To participate in Landmine Monitor, or for more information, contact: Human Rights Watch, 1522 K St. NW, # 910, Washington, DC, 20005, USA, Tel: (202) 371-6592; Fax: (202) 371-0124. Or, Mines Action Canada, 1 Nicholas St., suite 1210, Ottawa, ON, K1N 7B7, Canada. Tel: (613) 241-3777 ●
By Mary Wareham, Human Rights Watch

LANDMINE MONITOR

Ottawa Convention time line

Dec. 3-4 1997	Sept. 16 1998	March 1 1999	May 3-7 1999	Aug. 27 1999	circa 2000	circa 2001	circa 2002	circa 2003	March 1 2003	March 1 2009
122 countries sign the Ottawa Convention	40th Country Ratifies	Convention Entry into Force (EIF) ¹	First Meeting of States Parties Maputo, Mozambique	Report to UN Secretary General (Article 7)	Second Meeting of States Parties. Annual data exchange	Third Meeting of States Parties. Annual data exchange	Fourth Meeting of States Parties. Annual data exchange	First Review Conference. Annual data exchange	Destruction of Stockpiled AP Mines Complete (Article 4)	Destruction of AP Mines in Mined Areas Complete (Article 5)

¹ General Obligations for those countries which have ratified before March 1, 1999 include a ban on the development, use, stockpiling and transfer of AP mines. (Article 2)

Related to the challenge of developing an effective response to the global landmines crisis is the important task of developing ways to measure progress in these efforts. In short, if we don't know where we are going, we won't know how to get there.

Canadian officials have now developed a straightforward series of benchmarks which will be used to guide Canadian mine action programs and measure progress in wider global mine action efforts.

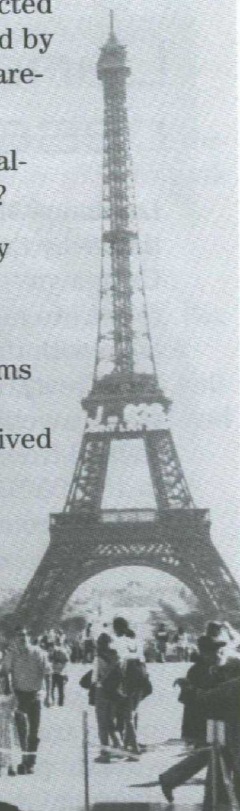
MEASURING PROGRESS IN MINE ACTION

To what extent...

- have states banned the production, stockpiling, trade and use of AP mines?
- does the necessary information exist to guide effective mine action?

guide effective mine action?

- have individuals and communities in mine affected areas been reached by effective mine awareness programs?
- have mine casualties been reduced?
- has high priority mined land been cleared?
- have mine victims and mine-affected communities received assistance? •



Shoe piles such as this one in Paris are a rough measure of the landmines problem. But how do we measure solutions?

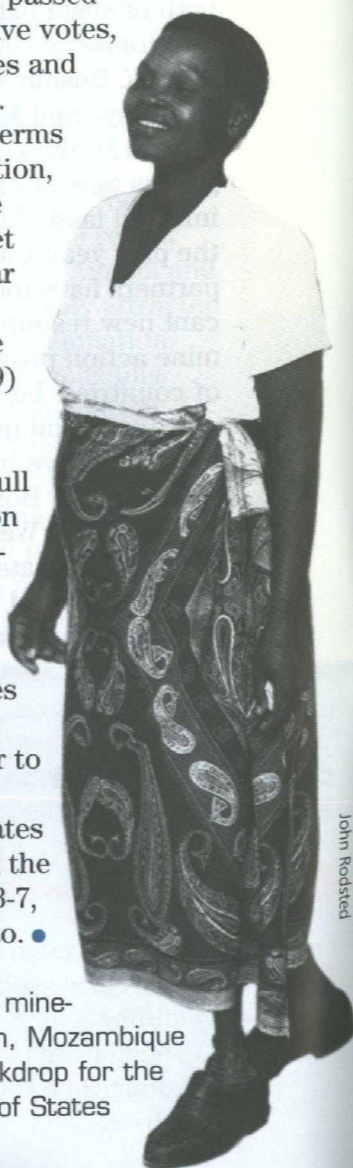
MAPUTO IN MAY: Landmines Resolution passes UN First Committee vote

The way forward for the Anti-Personnel Mine Ban Convention has been cleared with the passage of the UN General Assembly First Committee Resolution L.33, "Convention on the Prohibition of Anti-Personnel Mines". The resolution passed with 124 positive votes, 0 negative votes and 19 abstentions.

Under the terms of the Convention, signatories are obliged to meet within one year of the entry-into-force date (March 1, 1999) to review progress and facilitate the full implementation of the Convention's obligations.

The resolution endorses Mozambique's generous offer to host the First Meeting of States Parties during the week of May 3-7, 1999 in Maputo. •

As a seriously mine-affected region, Mozambique is a fitting backdrop for the First Meeting of States parties.



John Redsted

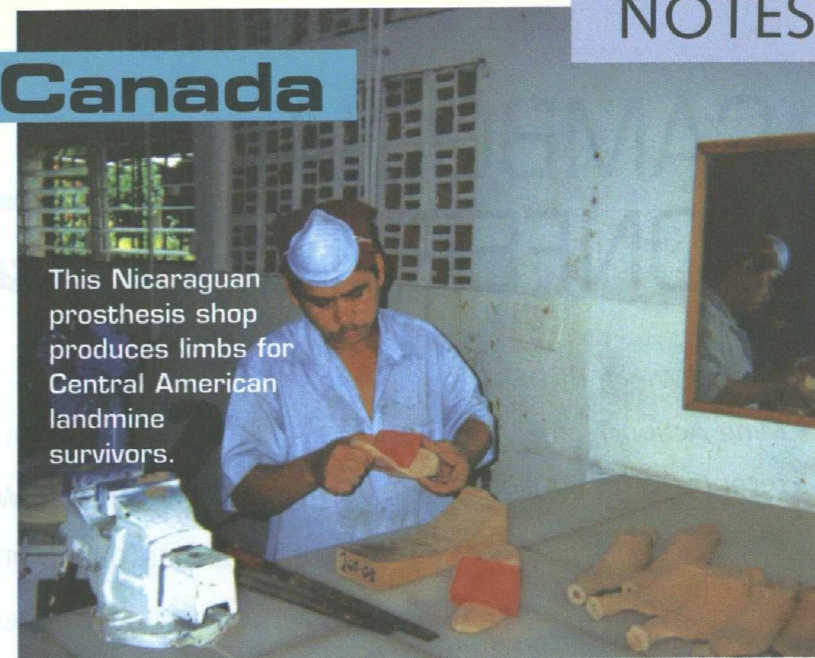
Mexico and Canada to co-host Landmines seminar

Mexico and Canada will co-host a Regional Seminar on Anti-Personnel Mines, January 11-12, 1999, in Mexico City.

"The theme of the seminar - "Reaffirming Our Commitment" - captures perfectly the spirit of the anti-personnel mine ban effort in this region," said Canadian Foreign Minister Lloyd Axworthy. "Early on in the Ottawa Process, Central American and Caribbean leaders pledged to make their region mine-free by the year 2000. Meetings such as this will help to reinvigorate that commitment."

The goal of the seminar is to advance the mine-action agenda in the Western Hemisphere, with a focus on early ratification of the Ottawa Convention, humanitarian mine clearance and effective assistance to victims.

Approximately 200 representatives of governments and non-governmental organizations in the Americas are expected to attend. The organization of American States and the Pan American Health Organization will be key participants in the meeting, building on their important contribution to mine clearance and victim assistance programs in the regions. •



This Nicaraguan prosthesis shop produces limbs for Central American landmine survivors.

DFAIT/MAECD



Minister Awarded for Work on Landmines Ban

On October 23, Canadian Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy was awarded the Council of Europe's North-South Prize in recognition of his role in securing a global ban on landmines. Also receiving the award this year was South African children's rights activist, Mrs. Graça Machel.

The Honourable Sheila Finestone, Parliamentary Advisor on Landmines, accompanied the Minister at the award ceremony in Lisbon. •

CAMBODIA CONFERENCE: *Ownership and Partnership*

Wendy Winch of DFAIT's Mine Action Team recently returned from a tour of Cambodia. Here she reports on the International Forum on Demining and Victim Assistance.

Cambodian landmine survivor attends mine awareness training session.

From October 26-28, Phnom Penh played host to a Forum, entitled "Towards Zero Victims based on Ownership and Partnership". The objective was to facilitate cooperation among mine affected countries, and to assist these countries in building their capacity to manage mine action.

The 250 participants shared their practical experiences in mine action management, such as training, record keeping, mechanical assistance, and quality assurance. The challenges of victim assistance - emergency care, the availability of prosthetics and psychosocial rehabilitation - were also discussed. Representatives from some of the world's most mine-affected states, such as Angola, Bosnia, Nicaragua, Mozambique and Croatia, made this a very grounded discussion.

One of the most original aspects of this conference was a field trip to CMAC's training

CIDA



John Rodsted

and Partnership

centre. Delegates were given a glimpse of the rigorous training process deminers must complete before joining a mine clearance platoon. We were shown a range of tools used to mark minefields and dispose of mines; how CMAC makes use of dogs in marking mine fields; and the new technologies testing facility.

The learning at CMAC is very concrete: During a mine awareness presentation to a group of children, specialized unexploded ordnance units detonated a bomb - a reminder to all of the extreme danger of this line of work. ●

Casualty rates drop in Cambodia

In 1991 over 400 people were injured or killed by landmines each month in Cambodia. The Cambodia Mine Action Centre (CMAC) has focused on identifying and mapping minefields to lessen the threat to civilian populations. Mine awareness programs are also a priority, especially those targeting children. With intensive mine awareness activities, casualty figures have dropped to 200 per month in 1998.

CMAC was established in 1993 with a

mission "to achieve a state within Cambodia where people can go about their lives free from the threat of mines and unexploded

Casualty figures have been cut by half since 1991

ordnance so that reconstruction and development activities can take place in a safe environment." ●



STOCKPILE DESTRUCTION: Canada and Ukraine reach interim accord

Lieutenant-Colonel Normand Levert recently took part in a Canadian Mine Action delegation which had been invited by the Ukrainian Army to visit ammunition sites and witness storage conditions. Here he reports on the practical challenges of stockpile destruction in the Ukraine, and invites other donors to contribute to a destruction program in Ukraine and elsewhere.

The best place to attack anti-personnel mines is before they find their way into the ground – that is, to destroy stockpiles. Stockpile reduction is safer, faster and cheaper than hunting hidden live mines. In minefields, success is measured one mine at a time: in stockpiles, success can be measured by the boxcar.

In stockpile destruction, success can be measured by the boxcar.

Many people living near stockpiles worry justifiably that they are a threat. Poorly stored explosives can deteriorate to the point where they are unstable.

We were pleased therefore, when the Ukrainian Army

invited a Canadian delegation to tour their stockpiles. Our team embarked on the trip as part of the effort to help Ukraine sign the Ottawa Convention and destroy their stockpiles. The invitation was the second of an ongoing series of visits.

Our Ukrainian hosts were forthcoming, open and cooperative. We found both sites well guarded with substantial fencing and round-the-clock patrols. As in Canadian practice, every bunker was locked and the staff kept close records of all access. We were escorted to the bunkers and allowed to inspect row upon row of carefully stacked wooden boxes of landmines.

In order to assess best destruction methods, we asked to see the packaging which can provide clues as to the condition of the mines. On one site we brought out the notorious "butterfly mines", designed to be dispersed in great numbers from helicopters. They were sealed within a thick polyethylene bag. Another box held PMN mines. We found the mines in excellent condition – good news, as stable mines are more



Above: Colonel Fitch and Colonel Mikhaelenko display mines from Ukrainian stockpile.

Left: Officers closely examine mine packaging for clues to the stability of the weapons.



easily destroyed.

As a result of the visit, Canadian and Ukrainian officials initialed an interim accord, still to be negotiated and approved at the political level, on the destruction of millions of AP mines. For me, this is evidence that trust between nations is built upon trust between people.

Canada invites other interested donors to develop consortia to finance this and other destruction programs.

For more information, contact: Lieutenant-Colonel N. Levert, DND Liaison Officer to DFAIT, Tel: (613) 945-7989, Fax: (613) 996-2244, E-mail: ad075@issc.debbs.ndhq.dnd.ca

Commander Rick Williams

BOSNIA-HERZEGOVINA:

Early this year, the Government of the Republic of Slovenia established a Trust Fund aimed at supporting mine clearance and victim assistance in Bosnia and Herzegovina.

To help support this initiative, in May 1998 the United States Congress allowed a U.S. contribution to be made of up to \$38 million (U.S.) into the Trust Fund. This was conditional upon other donors contributing matching funds.

On November 6, 1998 Canada announced a \$1 million contribution to the Fund. Following a First Donors Conference on November 8-9 in Ljubljana, Slovenia, the Fund's

Fund to ease landmines crisis

account grew to approximately \$3.5 million U.S. With the matching contribution from the United States this meant that a total of \$7 million (U.S.) was available for demining and victim assistance, with the prospect of much more to come from donors.

"Canada applauds and encourages the spirit of regional cooperation shown in the development of this Fund," said Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy. "This partnership will have long-term benefits for mine action on the ground in Bosnia and Herzegovina."

Canada has committed \$10 million over five years to support mine action initiatives in Bosnia and Herzegovina, and welcomes the opportunity to encourage other donors through this initiative. •
by Gerry Robinson,
Foreign Affairs Special Representative.

Sarajevo Cemetery marked out for demining.



Handicap International

Mine Ban Initiatives Fund

The Mine Ban Initiatives Fund was created in June of this year to help promote early ratification and universalization of the Ottawa Convention, and to alleviate the humanitarian crisis

caused by anti-personnel mines. With \$1.6 million allocated for the 1998-99 fiscal year, the fund is administered by the Mine Action Team at the Canadian Department of

Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) in close consultation with our government and non-governmental partners.

The purpose of this fund is to support initiatives whose aim is to mobilize political will and ensure technical capacities to promote the timely ratification, universalization and effective implementation of the AP Mine Ban Convention. Projects in more than 20 countries have received funding to date.

Initiatives currently being funded include projects in Yemen and Chad. In Yemen, we are providing protective demining gear to the national demining centre. In Chad, equipment is being supplied to assist in conducting a level one survey (mapping the general location of minefields). The Mine Ban Initiatives Fund also promotes landmine awareness: the first Ukrainian publication dedicated to this issue was financed by the fund.

The fund has also sponsored a series of regional conferences and seminars – in Moscow, Amman, Bangkok, and Mexico – to build mine action momentum and encourage universalization and ratification. Eleven new countries have signed the Ottawa Convention since December 1997 and 52 countries have ratified. Many of the ratifications and new signatures were facilitated as a result of the awareness and political will generated by these regional conferences.

For additional information on the Mine Ban Initiative Fund, contact the DFAIT Mine Action Team. ●

What can I do to help?

Government and NGO representatives working on the landmines issue hear one question from Canadians more often than any other – What can I do to help? Mines Action Canada (MAC) and the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) think they have an answer. Working together, MAC and DFAIT have established a fund to accept donations from Canadians who want to support Canadian Mine Action programs. Announced by Minister Axworthy on September 21, the Canadian Landmine Action Fund is jointly managed by MAC and DFAIT. Donations directly support the delivery of Canadian Mine Action programs in the field such as mine clearance and mine victim assistance. All donations are tax deductible.

What Can You Do to Help?

Give generously to the Canadian Landmine Action Fund. Please send to:

The Canadian Landmine Action Fund
Department of Foreign Affairs and
International Trade, Cashiers Office
125 Sussex Dr. Ottawa, ON. K1A 0G2

I'd like to donate \$ _____

Method of payment (please check one)

- Cheque (made out to Canadian Landmine Action Fund and enclosed)
 Visa Mastercard

Card# Expiry date

Cardholder name: _____

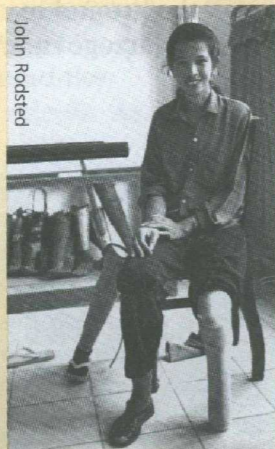
Signature: _____

If you require an official receipt for Canadian Income Tax purposes, please provide the following information:

Full name: _____

Address _____

Postal Code _____



John Rodsted

MAC Update

Mary Foster of Mines Action Canada (MAC) reports activity on both new and established projects.

In all of its work, MAC is striving to bring the focus of mine action back to the needs and priorities of the people suffering the effects of mines.

Landmine Monitor

In preparation for the March 1, 1999 Entry into Force of the Ottawa Convention, MAC has taken on the task of developing and housing what might be the world's first centralized database to track government compliance with a treaty. The International Committee to Ban Landmines' (ICBL's) Landmine Monitor will provide us with the tool we need to put people power behind the treaty.

Outreach and Advocacy

MAC is continuing its outreach and advocacy with the help of Youth Mine Action Ambassador Sophie Sauvé, now working out of the MAC office. We are developing new resources, including a floor game. We are also participating in the organization of Ottawa's third annual Africa Refugee Day, June 20, 1999. Our aim with this event is to



ACTION MINES CANADA

educate people about the

impact of mines on refugees and to mobilize support for the campaign among Ottawa communities who have themselves been affected by mines.

Looking for Appropriate Technologies

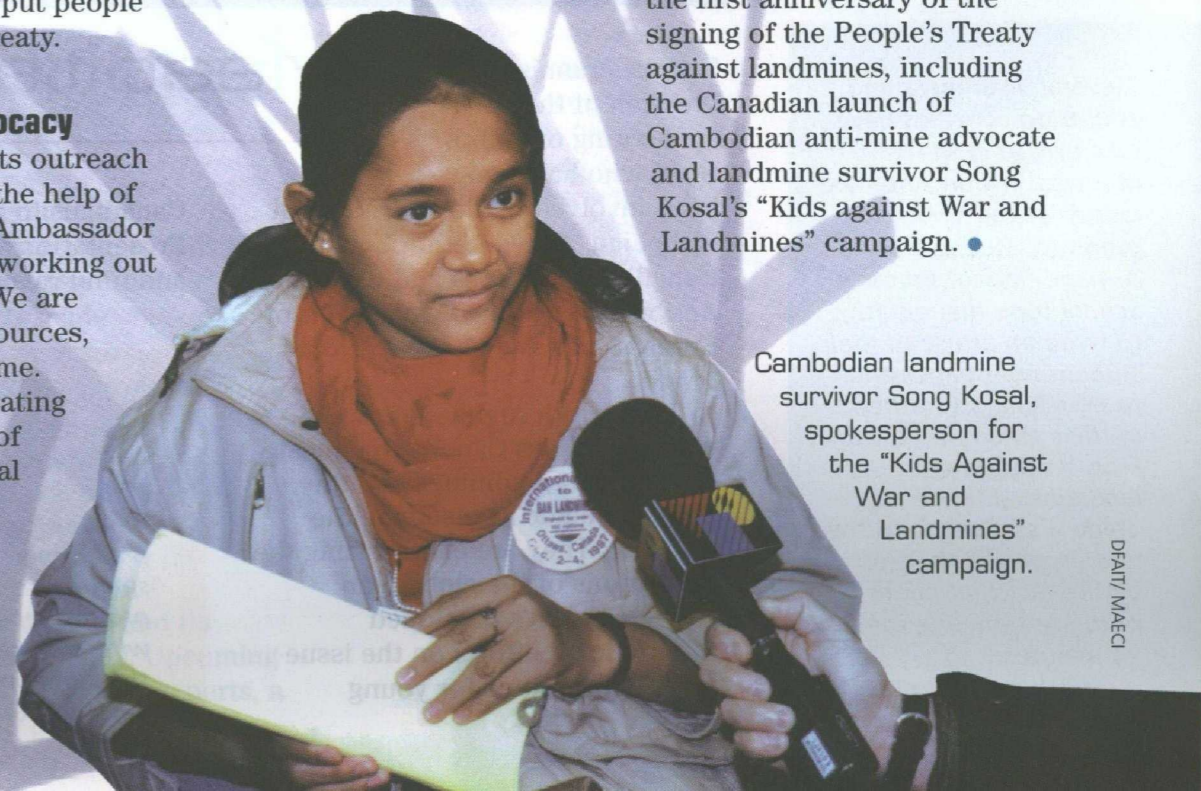
Our Landmine Detection and Removal Technology Research Competition (www.unac.ncrb.org/landmines/competition), open to Canadian university and college students, is being used to solicit fresh ideas and to educate this community about the problem and the kind of technology required to solve it.

We have begun a similar outreach to companies interested in accessing the Canadian Landmine Fund. MAC is sending a clear message to industry and government that we believe that the ultimate stakeholders in the fund are the mine-affected communities. This means that money should be disbursed according to the needs and priorities of mine-affected people, that none of this money should go to the development of alternatives to landmines, or to companies which contribute to the proliferation of landmines.

Celebrating the People's Treaty

Right now, we are gearing up for a flurry of activities to mark the first anniversary of the signing of the People's Treaty against landmines, including the Canadian launch of Cambodian anti-mine advocate and landmine survivor Song Kosal's "Kids against War and Landmines" campaign. ●

Cambodian landmine survivor Song Kosal, spokesperson for the "Kids Against War and Landmines" campaign.





a YOUTHFUL TAKE on landmines

Classrooms across Canada will be hearing about landmines this year. As part of a public outreach campaign, the Youth Mine Action Ambassador (YMAA) program was launched in September by Canada's Foreign Affairs Minister, Lloyd Axworthy.

Denis Dreaver



Meet the Youth Ambassadors

The program is the creation of three sponsoring organizations who have long been involved in the international campaign: Mines Action Canada, the Canadian Red Cross and the Mine Action Team of the Department of Foreign Affairs and International Trade. Five Youth Ambassadors are working across Canada to educate youth about landmines and the progress made in resolving the problem. They are emphasizing the obligations of the global ban treaty, Canada's continued international efforts on the issue and opportunities for young

Canadians to get involved. Presentations, mine action events and fund-raising activities are being

"A lot of work must be done to ensure that this issue remains in the forefront of Canadians' minds for years to come. There is a lot of optimism about the YMAA program in the region. Unlike past projects, our program is able to span government, NGOs and non profit agencies as they are all partners with a stake in increased awareness of the landmines issue."
— Alison Clement, Winnipeg

organized in various communities. Based in Vancouver, Winnipeg, Ottawa, Montréal and St John (NB), the Youth Ambassadors have already made contacts in their communities and organized presentations in universities, church halls, and schools. The ambassadors are hosted by local NGOs active on the landmines issue: Mines Advisory Group, Mines Action Canada, Red Cross and Unicef Québec. The two biggest events on the Youth Ambassador calendar are the Treaty anniversary on December 3, 1998 and its Entry into Force on March 1, 1999. Upcoming events include a speakers' forum of experts, a

Minister of Foreign Affairs Lloyd Axworthy, Pierre Duplessis of the Red Cross, and Debbie Grisdale of Physicians for Global Survival with Canada's Youth Ambassadors. poster contest, letter and e-mail campaigns, radio interviews, cross-border and school twinning initiatives, and video festivals. To find out how you can get involved, or for more information, please contact Marc Lemieux, National Co-ordinator, Youth Mine Action Ambassador Program. E-mail: mlemieux@redcross.ca, Tel: (613) 740-1941. •

"The response from the youth, schools, and communities on the landmine issue indicates excitement and interest. After completing a presentation at Hampton High School in New Brunswick, the teacher, Kevin Foster, and students felt that the landmine issue would be an integral part of their Human Rights Week. Many teachers and organizations have expressed a desire to take some training on landmines so they can promote sustainability on the issue."
— Kate Coldwell, St. John

"My experience so far as a YMAA hosted by Mines Action Canada has been a rush in every sense of the word. I will have been to Kingston, Sudbury, Kitchener and Peel for a number of events before 1999 is over. It has been an excellent opportunity to see what is being done around the landmines issue. Youth really can and want to play a role in enforcing the Ottawa Treaty. We realize that we will inherit this problem if we do not help eradicate it."
— Sophie Sauvé, Ottawa

"Through a partnership between the Lower Mainland Red Cross and myself with the Mines Advisory Group, we successfully launched a landmines public outreach and awareness program in conjunction with the United Nations Disarmament Week (October 26-30). Over fifty media were invited to attend a press conference where myself, George Chandler of the Red Cross, Valerie Warmington of Mines Advisory Group and photo journalist and activist Robert Semeniuk spoke about landmines and our roles in motivating community action to support mine affected communities worldwide."
— Anne Kayal, Vancouver

"Several awareness and education activities have taken place in the Montréal region since the launch of the YMAA program. Students at Armand Racicot Primary School took the initiative to write an article in their student newspaper and to do displays to others in their school, following a presentation on landmines. Maude, a grade 4 student, said she was especially shocked by the fact that mines kill or injure someone every 24 minutes."
— Mélanie Gagnon, Montréal

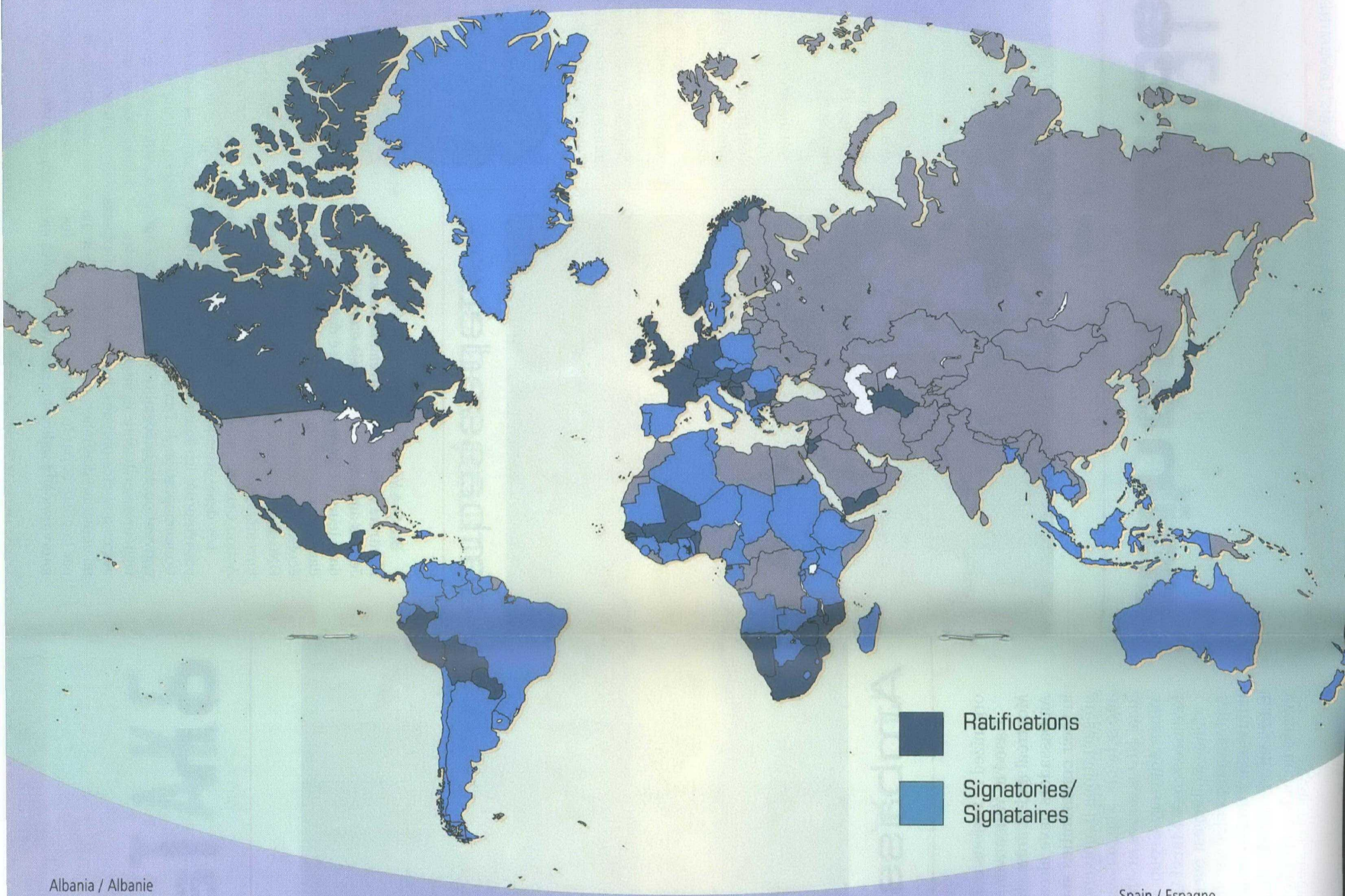
SAFE LANE

List and map of signatories and ratifications to the AP Mine Ban Convention

PASSAGE

Liste et carte des signataires et ratifications pour la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel

Winter/Hiver 1998



■ Ratifications
■ Signatories/Signataires

Albania / Albanie
Algeria / Algérie
Andorra / Andorre*
Angola
Antigua and Barbuda /
Antigua-et-Barbuda
Argentina / Argentine
Australia / Australie
Austria / Autriche*
Bahamas*
Bangladesh
Barbados / Barbade
Belgium / Belgique*
Belize*
Benin / Bénin*
Bolivia / Bolivie*
Bosnia Herzegovina /
Bosnie-Herzégovine*
Botswana
Brazil / Brésil
Brunei Darussalam
Bulgaria / Bulgarie*
Burkina Faso*
Burundi
Cambodia / Cambodge
Cameroon / Cameroun
Canada*
Cape Verde / Cap-Vert
Chad
Chile / Chili
Colombia / Colombie
Cook Islands / Iles Cook

Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatia / Croatie*
Cyprus / Chypre
Czech Republic / République tchèque
Denmark / Danemark*
Djibouti*
Dominica / Dominique
Dominican Republic /
République dominicaine
Ecuador / Équateur
El Salvador / Le Salvador
Ethiopia / Éthiopie
Equatorial Guinea /
Guinée équatoriale*
Fiji / Fidji*
France*
Gabon
Gambia / Gambie
Germany / Allemagne*
Ghana
Greece / Grèce
Grenada / Grenade*
Guatemala
Guinea / Guinée*
Guinea-Bissau / Guinée-Bissau
Guyana
Haiti
Holy See / Saint-Siège*
Honduras*

Hungary / Hongrie*
Iceland / Islande
Indonesia / Indonésie
Ireland / Irlande*
Italy / Italie
Jamaica / Jamaïque*
Japan / Japon*
Jordan / Jordanie*
Kenya
Lesotho
Liechtenstein
Luxembourg
Macedonia, Former Yugoslav
Republic of / Macédoine,
Ex-république yougoslave de*
Madagascar
Malawi*
Malaysia / Malaisie
Maldives
Mali*
Malta / Malte
Marshall Islands / Iles Marshall
Mauritania / Mauritanie
Mauritius / Maurice*
Mexico / Mexique*
Moldova, Republic of /
Moldova, République de
Monaco*
Mozambique*
Namibia / Namibie*

Netherlands / Pays-Bas
New Zealand / Nouvelle-Zélande
Nicaragua
Niger
Niue / Nioue*
Norway / Norvège*
Panama*
Paraguay*
Peru / Pérou*
Philippines
Poland / Pologne
Portugal
Qatar*
Romania / Roumanie
Rwanda
Saint Lucia / Sainte-Lucie
Saint Vincent and the Grenadines /
Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Saint Kitts and Nevis /
Saint-Kitts-et-Nevis
Samoa*
San Marino / Saint-Marin*
Sao Tomé
Senegal / Sénégal*
Seychelles
Sierra Leone
Slovak Republic / Slovaquie
Slovenia / Slovénie*
Solomon Islands / Iles Salomon
South Africa / Afrique du Sud*

Spain / Espagne
Sudan / Soudan
Suriname
Swaziland
Sweden / Suède
Switzerland / Suisse*
United Republic of Tanzania /
République-Unie de Tanzanie
Thailand / Thaïlande
Togo
Trinidad and Tobago /
Trinité-et-Tobago*
Tunisia / Tunisie
Turkmenistan / Turkménistan*
Uganda / Ouganda
United Kingdom / Royaume-Uni*
Uruguay
Vanuatu
Venezuela
Yemen*
Zambia / Zambie
Zimbabwe*

* Indicates that the country has ratified or acceded to the Convention.

* Pays qui a ratifié la Convention ou y a accédé.